

**SYPOL FLASH**SYNDICAT DE LA POLICE BELGE
SYNDICAAT VAN DE BELGISCHE POLITIE
GEWERKSCHAFT DER BELGISCHEN POLIZEI

DEONTOLOGIE, VALEURS, INTEGRITE: Un dirigeant du SYPOL.BE menacé de mort par un membre de la direction de la ZP BRUXELLES

Lors de différents communiqués SYPOL.BE a pris position et a demandé à plusieurs hauts dirigeants de la Police, notamment après lecture des rapports d'enquête du Comité P les accablant, de prendre leurs responsabilités.

Pour certains hauts dirigeants, les règles de droit et la loyauté ne prédominent plus, l'estompement de la norme est devenu la règle, ils n'ont plus l'autorité morale pour diriger la police alors qu'ils doivent faire figure d'exemple pour les policiers et les citoyens; ils déshonorent notre fonction et l'ensemble des fonctionnaires et dirigeants zélés de la police en bafouant les principes d'intégrité, de déontologie et de loyauté envers les institutions démocratiques, dont ils devraient être garants. SYPOL.BE maintient que les policiers ont besoin de dirigeants intègres qui montrent l'exemple.

Un administrateur du SYPOL.BE est victime de menaces de mort de la part d'un dirigeant de la zone de police de Bruxelles : c'est intolérable ! Lors d'une réunion au plus haut niveau, des membres de la Direction Générale de la zone ont visiblement émis des menaces de mort à l'encontre du commissaire de police Jacques WIL-PUTTE, par ailleurs administrateur du SYPOL.BE, selon lesquelles « il aurait beaucoup de chances de se retrouver au fond d'un lac ou pendu à un arbre ».

Ces propos infâmes ont été tenus, semble-t-il, lors d'une réunion du vendredi après-midi particulièrement arrosée, une vieille coutume de la direction précédente apparemment restée à l'ordre du jour.

SYPOL.BE est outré, il maintient sa confiance à son administrateur et l'assure de tout son soutien : une plainte a été adressée au Comité P.

Il appartient au Bourgmestre de Bruxelles de décider s'il persiste à maintenir sa confiance en de tels individus; par ailleurs nous sommes rassurés par la décision des Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

Il est symptomatique de constater qu'on use de pressions pour que le personnel signe une pétition en faveur des dirigeants de la zone; le personnel n'est évidemment pas dupe face à cette opération de propagande digne d'un état totalitaire.

Le 04 novembre à 17H00, pour montrer notre soutien à notre collègue, nous organisons une action de protestation à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, Grand Place, lors du Conseil de Police.